

Composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 15/06/2020

En préambule, Eni Gas et Power France félicite la CRE pour la qualité de ses analyses et de leur restitution. Eni partage les critères retenus par la CRE pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux mais regrette l'absence de l'objectif de « visibilité » pour répondre à la demande grandissante des consommateurs pour pouvoir maîtriser leur budget énergie, et des fournisseurs pour pouvoir investir et proposer des offres et services innovants, tels que les offres pluriannuelles. Comme indiqué par la CRE dans la consultation, les consommateurs établissent des stratégies d'investissement sur le long terme sur la base de ces tarifs. Il est donc essentiel qu'ils puissent bénéficier d'une visibilité pluriannuelle sur l'évolution de leur niveau et de leur structure.

Enfin, Eni s'inquiète de la prise en compte par la CRE des effets des baisses de consommation de 2020 sur les revenus du GRD. Eni considère que le décalage conjoncturel entre le revenu autorisé et les recettes variables ne doivent pas remettre en cause les éléments d'analyse structurels de la CRE, par exemple sur la nécessité de modifier les ratios entre les coefficients à la puissance et à l'énergie.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Comme évoqué dans notre réponse à la consultation précédente, nous sommes favorables à ces 4 principes, mais estimons qu'il est essentiel d'ajouter un principe supplémentaire : celui de la visibilité. Les acteurs ont en effet besoin de connaître plusieurs années en amont les évolutions réglementaires.

Eni juge également que les différents principes ne sont pas tous de même importance. En particulier, Eni estime que la faisabilité, la lisibilité et la visibilité doivent primer.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Eni est favorable à ces évolutions qui améliorent la robustesse des tarifs.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Favorable

Commentaire :

Eni est favorable au principe général d'une augmentation de la part puissance pour refléter au mieux les charges fixes de réseau.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Favorable

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Favorable

Commentaire :

En l'absence d'un retour d'expérience suffisant et dès lors que cette option ne génère pas de coûts pour le distributeur et pour la collectivité, Eni est favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4

plages temporelles envisagés par la CRE ?

| cf. réponse à la question 7

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

Eni G et P France estime que cette généralisation n'a de sens que si elle intervient effectivement au terme du déploiement des compteurs communicants. Elle doit donc être conditionnée à l'atteinte de l'objectif de déploiement des compteurs communicants par le distributeur.

Eni constate que l'évolution structurelle tarifaire fait supporter aux clients CU une augmentation significative de leur facture. Seul le passage aux options à 4 plages permettrait de limiter cette augmentation.

Eni recommande donc de mettre en oeuvre cette évolution uniquement au moment de la généralisation des options à 4 plages temporelles, soit en 2024 ou a minima de lisser davantage la hausse de coût pour les clients concernés jusqu'à la généralisation de l'option.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

| Eni G et P France est favorable à cette proposition.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

Eni G et P France est favorable à la proposition de la CRE concernant les clients ne bénéficiant pas du compteur indépendamment de leur volonté.

Concernant les clients ayant refusé le compteur, Eni G et P France considère qu'ils doivent en assumer le surcoût, sans que celui-ci soit mutualisé dans le tarif et donc supporté par tous les utilisateurs.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Favorable

Commentaire :

| Eni est favorable à cette proposition, sous réserve que l'ensemble des acteurs disposent d'une visibilité suffisante et avec un délai suffisant en amont de ces adaptations.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

| Eni partage cette analyse.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

Eni comprend le sens de la règle d'appliquer la FTA sur 12 mois consécutifs afin d'éviter les effets d'aubaine qui auraient des conséquences sur la bonne allocation des coûts entre les utilisateurs.

Néanmoins, il arrive par expérience que les précédents fournisseurs aient proposé des offres non adaptées au profil du client. Le fournisseur qui récupère le client, en application de cette règle, ne peut donc lui proposer une offre adaptée en fonction de son profil, ce qui pénalise à la fois le fournisseur qui cherche à proposer des offres attractives et le client qui se voit répercuter des coûts d'utilisation des réseaux non représentatifs de ses usages. En conséquence, pour assurer que le TURPE envoie un signal économique pertinent et le développement équitable de la concurrence, Eni propose que le fournisseur puisse modifier la formule FTA au cours des 12 mois dans le cas où l'historique du client ne montre pas que ce dernier utilise le changement de fournisseur pour optimiser ses coûts d'acheminement en cours d'année.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

En l'absence de retour d'expérience suffisant, Eni partage l'avis de la CRE.